

PECO - EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE



En 2006, le CCFD a été en relation avec 9 pays sur les 27 que compte cette région. Il finance 42 projets pour un montant total de 816 900 €.

PAYS D'INTERVENTION

ALBANIE	RUSSIE
BOSNIE-HERZEGOVINE	UKRAINE
CROATIE	FRANCE
SERBIE	MONTENEGRO
KOSOVO	ROUMANIE

REPÈRES

UN TERRITOIRE IMMENSE

La zone dite PECO s'ouvre à 300 kilomètres à l'Est des frontières françaises et ne s'arrête qu'à près de 11 000 km de celles-ci. Sa géographie très diversifiée ne présente aucune réelle unité. Si certains pays appartiennent au continent européen, d'autres font partie du continent asiatique. Le CCFD entretient des partenariats en Europe du Sud-Est (Balkans) et dans trois pays de la Communauté des États indépendants (Arménie, Ukraine, Russie).

UNE FORTE DIVERSITÉ DE POPULATIONS

Peuplée de 300 millions d'habitants, cette zone abrite une population dont l'histoire, les cultures, les pratiques religieuses sont fort diverses. Si l'expérience des régimes communistes jusqu'en 1990 a fondé des caractéristiques communes, les différents pays ont connu depuis des évolutions très différentes.

CONTEXTE

UNE ZONE DE CONFLITS

L'effondrement général des systèmes communistes, au début des années 90, a constitué un événement symbolique fort. Pourtant, la rupture profonde souhaitée par beaucoup a, le plus souvent, buté sur une "transition" manquée. Surtout, les années 90 ont été marquées par un retour de la guerre en Europe. Les conflits des Balkans et du Caucase ont fait des centaines de milliers de victimes, ont été le théâtre de violations massives des droits de l'homme et entraîné des déplacements massifs de populations : plus de neuf millions de personnes dans l'ex-URSS ; trois millions lors du démantèlement de l'ex-Yougoslavie (dont un million à ce jour, n'ont toujours pas retrouvé leur foyer).

LA TCHÉTCHÉNIE : LA GUERRE TOUJOURS...

Loin de la "normalisation" vantée par un pouvoir russe que la communauté internationale accepte complaisamment de croire, la population tchétchène est toujours soumise à la terreur des forces militaires russes et des milices tchétchènes pro-russes. Notre effort de solidarité aux côtés des acteurs, courageux mais isolés, de la société civile se poursuit.

LES BALKANS : VERS UN ENLISEMENT ?

Le dixième anniversaire des accords de Dayton qui ont mis fin à la guerre, n'a fait l'objet d'aucune célébration. Les incertitudes institutionnelles, tant en Bosnie, où la constitution d'un véritable État est en suspens, qu'au Kosovo, toujours doté d'un statut transitoire, rendent la région des Balkans très instable. Dans ce contexte délicat, les associations citoyennes se sentent fragilisées et bien seules. Les sommes investies ont permis d'amorcer la reconstruction, mais il reste encore beaucoup à faire dans ces deux pays, tant sur le plan humain que matériel.

UNE PAUPÉRISATION DRAMATIQUE

Le passage du communisme à l'économie libérale, ainsi que les conflits qui se sont succédés depuis 1991, ont entraîné une paupérisation massive touchant en premier lieu les personnes les plus vulnérables : minorités (Roms), réfugiés (la région PECO regroupe 30 % des réfugiés mondiaux), enfants (18 millions d'entre eux vivent au-dessous du seuil de pauvreté). Dans l'ensemble de ces pays, 60 millions de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour et 110 millions avec moins de 4.

L'UNION EUROPÉENNE : UN HORIZON INACCESSIBLE ?

Horizon commun de beaucoup des pays de la zone depuis le début des années 90, l'intégration à l'Union européenne se fait lentement, selon un agenda qui fait surtout la part belle aux ajustements économiques. Beaucoup reste à faire dans le domaine de la démocratisation et du développement des sociétés civiles, tandis que les droits de certaines populations - la minorité rom notamment - sont toujours bafoués. Rêve impossible au début des années 90, l'entrée dans l'UE est devenue peu à peu une réalité ou un futur en demi-teinte pour certains pays comme la Roumanie ou la Croatie. Mais l'instabilité politique des autres pays des Balkans rend cette possibilité très incertaine.

PRIORITÉS

Elles se structurent autour de quatre pôles.

LA RÉINTÉGRATION DES RÉFUGIÉS ET DES DÉPLACÉS DANS LA SOCIÉTÉ

Au travers d'actions juridiques, de relance de micro-activités économiques ou d'actions de soutien psychologique, l'intégration des réfugiés et déplacés concentre toujours beaucoup d'énergie, dans les Balkans comme en Tchétchénie. Le CCFD soutient des associations de réfugiés et déplacés en Bosnie, Croatie, Serbie et Kosovo ainsi qu'en Tchétchénie.

LE SOUTIEN AUX COMMUNAUTÉS ROMS

Le CCFD est fortement engagé auprès d'associations roms (ou travaillant auprès des Roms depuis plusieurs années) en Albanie, Roumanie, Serbie, Bosnie et Russie mais aussi en France. Ces associations interviennent dans deux champs d'action indissociables : l'amélioration des conditions de vie des personnes appartenant à ces communautés, et la défense de leurs droits en tant que citoyens à part entière dans leur pays.

LE TRAVAIL DE MÉMOIRE ET L'ACTION EN FAVEUR DE LA JUSTICE ET DE LA DÉMOCRATIE

Dans les Balkans comme en Tchétchénie, plusieurs acteurs de la société civile luttent avec courage en faveur de la justice et de la reconnaissance des crimes commis pendant la guerre. Le CCFD soutient ces associations pour leur détermination et leur intégrité dans un climat loin d'être serein.

L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le CCFD soutient des petites initiatives économiques créatrices d'emplois ou de revenus pour des populations vulnérables : groupes de femmes, réfugiés et déplacés... Dans plusieurs cas, ces actions de développement favorisent la réconciliation en fédérant des populations autour d'un projet commun.

Serbie

PAIX ET DROITS HUMAINS



Repères

Capitale	: Belgrade
Superficie	: 88 538 km ²
Population	: 10 422 993 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Serbe
Monnaie	: Dinar, Euro
Densité	: 117,72 hab./km ²
PIB	: 47 770 millions \$
PIB/hab.	: 5 713 \$
IDH	: N/C

PRÉPARER LES ENFANTS ROMS À ENTRER A L'ÉCOLE

Les Roms sont victimes de discrimination depuis des siècles. En Serbie par exemple, les Roms connaissent une situation très difficile. Les enfants notamment, dans leur grande majorité, ne vont pas à l'école ou l'abandonnent au bout de quelques mois.

L'association partenaire du CCFD, "Cœur tsigane", créée par des Roms, s'est donné, entre autres missions prioritaires, de préparer les enfants roms à l'entrée à l'école primaire et de sensibiliser les jeunes sur la nécessité de poursuivre leurs études secondaires voire supérieures.

Les avancées sont encourageantes.

Le contexte

Les autorités nationales et internationales estiment le nombre de Roms présents en Serbie entre 200 000 et 300 000. Un chiffre auquel il convient d'ajouter les 27 000 Roms déplacés du Kosovo depuis 1999. Les guerres successives, les neuf années d'embargo économique international contre la Serbie, la pauvreté chronique des Roms ainsi que les discriminations dont ces populations sont victimes de la part des autorités placent la minorité rom de Serbie dans une situation particulièrement difficile.

L'immense majorité vit dans les quartiers les plus pauvres et même parfois dans des décharges publiques. Leurs logis de fortune sont le plus souvent dépourvus de tout confort, privés d'eau et

d'électricité. Le taux de chômage est énorme ; les enfants sont presque totalement déscolarisés.

C'est dans ce contexte très alarmant que l'association "Cœur tsigane" a vu le jour en 1999 dans le quartier de Borca (agglomération de Belgrade). Son objectif premier a d'abord été d'aider les membres de cette minorité dans tous les aspects de leur vie quotidienne. Un travail de longue haleine qui commence à porter ses fruits.

L'action

Elle présente un vaste éventail d'interventions : collecte et distribution d'aide alimentaire, assistance juridique pour aider les Roms à faire reconnaître et respecter leurs droits les plus fondamentaux.

Toutefois, c'est dans le domaine scolaire et pédagogique que "Cœur tsigane" a fait porter un effort particulier.

L'éducation constitue en effet pour les jeunes la meilleure chance d'acquérir les connaissances de base indispensables soit pour poursuivre des études soit pour apprendre un métier. C'est un chemin d'autonomie.

L'association travaille plus spécifiquement dans deux quartiers roms de Belgrade situé à Borca (arrondissement de Palilula). Un jardin d'enfants et une salle de suivi scolaire ont été construits au milieu d'une décharge proche du Danube où vivent essentiellement des Roms originaires du Kosovo. Un second jardin d'enfants a été installé dans le quartier de Deponja dans un environnement plus accueillant.

Le programme pédagogique associe éducation formelle (langue, hygiène, socialisation, respect des autres, discipline, calcul...) et informelle (ateliers culturels, visites du Parlement, d'une caserne de pompiers, d'un aéroport, d'un zoo, séance de cinéma...).

La journée se divise en deux sessions : un groupe d'enfants le matin, un autre l'après-midi. Tous reçoivent un déjeuner préparé par des cantines municipales. Faute de place, un seul enfant - de 3 à 7 ans - par famille peut bénéficier du jardin d'enfants.

Les résultats

Chaque jour, une cinquantaine de jeunes Roms sont accueillis. Les enfants non Roms habitant dans le quartier et qui sont en situation précaire peuvent également fréquenter ces structures.

Les équipes sont très dévouées et les résultats montrent que le nombre d'enfants intégrant l'école primaire augmente chaque année.

Par ailleurs, les enfants exercent par contrecoup une influence très positive sur leurs parents. Un gros effort étant fait sur la maîtrise du serbo-croate, les enfants peuvent à leur tour apprendre à leurs parents à lire et à écrire en serbe. L'expérience montre que les enfants sont également le vecteur

important d'informations dans leur famille dans le domaine de l'hygiène et de la santé par exemple.

Par-delà cet immense travail effectué sur le terrain, l'association "Cœur tsigane" favorise globalement l'intégration de la population rom dans la société serbe, contribue à lutter contre les réflexes xénophobes et racistes, développe une politique de plaidoyer auprès des autorités pour les amener à prendre en compte les Roms dans les politiques publiques.

IMPORTANT : il faut noter le thème d'éducation au développement proposé par le CCFD auprès des public jeunes de 2005 à 2007 "Roms, Gitans, Manouches, citoyens à part... entière". Son but : sensibiliser le public sur les réalités roms et sur la nécessité d'aider ces minorités à accéder pleinement aux droits économiques, sociaux et culturels. Cette action concerne principalement les populations roms en Albanie et en Roumanie, ainsi que les populations roms, gitanes et manouches en France.

Contribution du CCFD

20 000 € par an
depuis 2003.

Du côté du partenaire

Créée en 1999, cette association a pour but d'aider la communauté rom en Serbie, dans tous les aspects de la vie quotidienne, afin d'empêcher la "ghettoïsation" des Roms. Ses objectifs sont notamment de favoriser l'intégration des Roms dans la société, de lutter contre le racisme, et de collaborer avec les autorités pour prendre en compte cette communauté dans les politiques publiques. L'association mène des projets de préscolarisation des enfants roms et non-roms, de sensibilisation à l'éducation sanitaire et d'organisation de sorties permettant aux enfants de découvrir d'autres univers. De plus, une attention toute particulière est portée à l'éducation sanitaire permettant ainsi de promouvoir de meilleures conditions d'hygiène.

Albanie

ÉCONOMIE SOLIDAIRE / FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT



Repères

Capitale	: Tirana
Superficie	: 28 750 km ²
Population	: 3 544 841 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Albanais
Monnaie	: Lek
Densité	: 123,3 hab/km ²
PIB	: 73,6
PIB/hab.	: 4,9 \$
IDH	: 0,771

FORMER LES FEMMES AUX CULTURES BIOLOGIQUES ET LEUR DONNER UN VRAI MÉTIER

En Albanie, 60 % de la population est rurale. Les femmes, sous-formées, constituent une main-d'œuvre à bon marché pour le secteur agricole, mais elles sont de ce fait très exposées aux engrais, pesticides et autres produits chimiques utilisés de façon massive dans ce pays.

Le Forum indépendant de la femme albanaise (FIFA), partenaire du CCFD, s'engage aux côtés des femmes pour leur offrir une vraie formation dans le domaine de l'agriculture biologique qui constitue une solution innovante et porteuse pour l'avenir de ce pays.

Le contexte

L'Albanie est un pays où la production agricole familiale tient une place privilégiée dans l'économie. Mais, face à la pénurie de terres disponibles, les agriculteurs ont voulu améliorer leur rentabilité par la construction à grande échelle de serres destinées aux cultures maraîchères et par l'utilisation massive d'engrais et de pesticides. Ces dernières pratiques entraînent, comme on le sait, une augmentation très importante des résidus toxiques dans les aliments et constituent un risque pour les consommateurs.

De plus, les femmes sur lesquelles reposent essentiellement les responsabilités des travaux agricoles, sont tout particulièrement exposées à ces produits chimiques dangereux. Or, il n'existe actuellement aucune démarche visant à informer les consommateurs et les agricultrices des dangers qui les menacent.

C'est dans ce contexte qu'est né le projet de la ferme-école en culture biologique pour les femmes, implantée dans la commune de Vaquarr à 20 km au nord de Tirana.

Le projet

Il comporte plusieurs volets.

Le premier a pour objectif de donner aux femmes de la région travaillant dans l'agriculture une compétence et un savoir-faire dans le domaine de l'agriculture biologique. Le second veut promouvoir la consommation de produits agricoles de qualité auprès des populations concernées. Le troisième enfin, entend développer, à partir de ce projet, une politique d'information pour promouvoir une production agricole et une consommation plus responsables.

À la fin de l'année 2006, 150 agricultrices et leurs familles étaient intégrées dans le projet. La ferme école est à la fois un lieu de formation et une unité de production. Les agricultrices y apprennent les bonnes pratiques pour améliorer les rendements sans pour autant compromettre l'environnement. Les élèves apprennent les procédures de certification des fruits et des légumes aux normes bio, elles suivent également une formation dans les domaines du marketing et de la distribution pour commercialiser leurs produits dans des conditions plus compétitives.

Par ailleurs, par l'intermédiaire de leur ferme-école, les femmes coopèrent avec l'association pour l'agriculture biologique (AOA : Association for organic agriculture).

Les résultats

Les conditions de travail des femmes ont été sérieusement améliorées tant du point de vue de l'accroissement des revenus, de la formation professionnelle, de la santé et de la confiance en soi. Les populations d'alentour sont moins exposées aux produits chimiques toxiques. Parallèlement, des sessions de formation sont organisées régulièrement dans les serres expérimentales de l'école afin de permettre à l'expérience menée à Vaquarr de "faire boule de neige".

Il est d'ailleurs dans les perspectives des promoteurs du projet de faire de cette ferme-école un modèle économique répliquable dans d'autres régions d'Albanie.

Progressivement, se mettent en place des réseaux de coopératives de fermes animées par des femmes. De même, des campagnes d'information (distribution de dépliants) permettent de mieux faire

connaître les avantages de l'agriculture biologique et l'utilisation des énergies renouvelables.

Un impact durable pour une action de développement à multiples facettes.

Contribution du CCFD

18 000 € en 2006

30 000 € en 2005.

Du côté du partenaire

Le FIFA est véritablement l'association de femmes de référence en Albanie. Elle a aidé à la structuration de 18 groupes de femmes dans toute l'Albanie, où toutes les membres (médecins, institutrices, professeurs...) sont bénévoles et se regroupent pour défendre les droits des femmes et sensibiliser les populations des villages ou villes où elles résident aux rapports hommes / femmes, aux violences domestiques. Ses principaux projets : sensibilisation des populations rurales sur les violences domestiques, formation professionnelle pour les femmes originaires du nord de l'Albanie et installées en banlieue de Tirana, construction d'une entreprise textile à Durres, où le FIFA s'est battu pour garantir les droits sociaux des ouvrières.

Le FIFA a été créé en 1991 par Diana Culi, militante féministe et écrivain reconnue. Cette association est très engagée en faveur des droits des femmes, mais elle intervient également régulièrement dans des débats publics pour promouvoir une culture démocratique qui combat la corruption.